

Unef INFORM

SOMMAIRE

page 2 : 1, 2, 3 Congrès !
Le 5 décembre à Paris

page 3 le mot de la rédaction
convention aide sociale
brèves

pages 4 à 7 : contributions

page 8 : le mouvement zéro

Dans le prochain numéro (mi-novembre) :

- le programme du Congrès,
- l'activité des AGE,
- interview de Roan Kerretz, président de l'association de Sciences de l'UGESE UNEF.

UNEF INFORM'

Mensuel intérieur de l'UNEF
oct-nov 87 n° 57
c.p. 1142 D 73

Directeur de la publication :
Xavier Aknine

Rédacteur en chef :
Frédéric Geissmann

Impression : Primavera



Ca y est ! La rentrée bat son plein dans la plupart des facs et déjà les difficultés foisonnent.

D'emblée, un constat : cette rentrée 87-88 est encore plus dure que la précédente.

Certes, les problèmes ne sont pas nouveaux : tracasseries d'inscriptions, TD surchargés, défections d'enseignants, locaux délabrés, on croit même retrouver le paysage de l'an dernier.

Mais, en de nombreux endroits, on sent bien que la situation est plus tendue, voire explosive.

Ainsi, à Censier, les étudiants en licence de Cinéma ont eu l'amère surprise de s'apercevoir que cette année, il y aurait sélection : 120 places pour 250 postulants.

A Aix, c'est 500 F de droits supplémentaires qui sont exigés pour s'inscrire.

A Grenoble, on supprime une licence de physique, mais on conserve, bien sûr, le magistère existant. Dans de nombreuses facs, les TD sont purement et simplement supprimés.

D'entrée, on a compris : 1988 sera pire encore que 1987.

La cause, on la connaît : c'est le désengagement de l'Etat dans l'enseignement supérieur ! Le budget 88 donne le ton : moins de création de postes d'enseignants, 217 suppressions d'emplois de personnels ATOS, moins 24 millions de francs pour les œuvres sociales.

(Suite page 2)

MAGAZINE

1,2,3...

CONGRES !

Tous les jours à la fac, surtout en ce début d'année, on a des raisons de ne pas vouloir se retrouver seul. Il vaut mieux être ensemble.

C'est l'avis de cette étudiante Iranienne de Montpellier, qui nous annonce que le président d'université refuse d'appliquer la règle des 4/5^e de DEUG pour le passage en licence de psycho et se demande si elle pourra poursuivre ses études ou si elle sera expulsée vers le pays qu'elle a dû fuir.

C'est l'avis des étudiants de cette filière, qui se réunissent en AG pour tenter de faire pression : il sont nombreux à être concernés.

Etre nombreux à Nice aussi, lorsque l'on apprend que la session de septembre prochain aura lieu en... juillet ; histoire d'avoir un printemps calme sans doute ? Ou d'épargner à beaucoup des illusions inutiles ? !!!

En tout cas Olivier, Carole, Isabelle... En ont parlé dans les Amphis. Autour d'eux beaucoup ont décidé de ne pas se laisser faire, une AG, convoquée, doit organiser la lutte. C'est entre autre pour cela qu'Olivier et les autres sont syndiqués.

Nous avons appris que la lutte est notre alliée : elle paie ! Comme s'en sont souvenus les étudiants en art-plastique de St-Etienne, qui se sont mis en grève pour obtenir des amphis, pas la « baignoire » pleine d'eau dans laquelle on les avait installés ! On a des raisons d'être ensemble, c'est sans doute pour cela que les étudiants de Nancy lisent entre les cours, assis sur les marches des amphis, le guide édité par l'AGE. On s'informe, on est attentif, on est prêt se mobiliser, comme à Aix en core, pour lutter contre le désengagement de l'état, tous solidaires dans le refus des 500 francs supplémentaires que l'université tente de nous extorquer.

Dans chaque amphi se rassembler pour débattre, pour agir et obtenir satisfaction, c'est notre objectif à l'Unief : l'entraide et la défense des étudiants sans préalable.

Se réunir pour réfléchir et proposer, pour argumenter et c'est nécessaire, car en face, les « justifications » ne manquent pas, qui démontrent « naturel », ou nécessaire le manque de moyens, l'exclusion des moins riches, la sélection par l'échec et l'abandon, la non construction de locaux, la dictature des mandataires.

Du 19 au 22 novembre se tiendra à St-Etienne le 72^e Congrès de l'UNEF, nous irons ; nous irons pour nous connaître, pour confronter nos opinions, pour décider.

Parce qu'il faut que ça change à l'université, nous irons au Congrès pour être plus forts, pour gagner.

Frédéric Geismann

Le 5 décembre à Paris

A l'appel du comité des familles des victimes de la répression policière lors du mouvement de novembre, une manifestation nationale aura lieu le 5 décembre à Paris.

Soulignant son importance tant au niveau de la commémoration des événements dramatiques qui précédèrent cette victoire historique qu'au niveau du soutien de masse au comité pour que la lumière soit faite, l'UNEF appelle l'ensemble de la communauté universitaire à faire de cette date un grand moment de mobilisation pour que plus jamais de telles violences ne se reproduisent.

Suite de l'éditorial

Vous avez dit casse unilatérale de l'Université ? Non c'est pire que cela !

Il s'agit, pour le gouvernement de mettre en place morceau par morceau, tout ce qui n'a pas pu passer l'an dernier, par le biais législatif.

C'est ainsi qu'il faut analyser les projets de décrets sur les instituts, sur les enseignants vacataires et la création d'antennes universitaires.

Une grande question se pose donc à trois semaines du 72^e Congrès de l'UNEF : est-ce que la génération du mouvement de novembre-décembre qui vient de reprendre le chemin de la fac, sera capable de saisir ce qui lui arrive, et de se mobiliser pour refuser l'inacceptable ?

Eclairer l'ensemble des étudiants sur les attaques qu'ils subissent et la politique universitaire, donner le ton, passer à l'offensive en appelant à la riposte des étudiants sur leur lieu d'études pour QUE ÇA CHANGE.

Tel est le sens de l'action de l'UNEF et de la préparation de son 72^e Congrès qui se tiendra à Saint-Etienne du 19 au 22 novembre 1987.

Alors appuyons sur l'accélérateur des luttes, et nous serons bientôt à la bonne cadence pour remporter de nouvelles victoires.

Xavier Arpine
Président de l'UNEF

Le mot de la rédaction

Ce numéro d'UNEF-*Inform* prend en compte le retard avec lequel les contributions sont parvenues à la commission du texte : leur faible nombre dans les deux précédents numéros doit être compensée dans ce numéro 57 et dans le 58 à venir. Moins de place donc pour la vie des associations, des A.G.E., pour l'actualité des universités, le courrier...

Pourtant nous voulons affirmer nettement notre volonté de publier votre journal. Vous pouvez le constater, la photocomposition, l'impression offset sont désormais au service de la communication entre nous tous. C'était nécessaire, c'est fait. Mais cela fait-il d'UNEF-*Inform* le lien des adhérents, cela le rend-il plus vivant, cela améliore-t-il la qualité de l'information et du dialogue ?

Notre réponse est non. Non, c'est votre courrier, le récit de vos expériences, de vos débats, actions, celui de vos luttes, de vos difficultés de vie ou d'études, de celles des copains de l'amphi, vos réflexions et les instantanés de vos victoires qui feront de ce mensuel le notre, qui rapprochera les étudiants de Bordeaux, Nancy, Nice ou Rouen, circulera dans les amphes, sera le lien, la gazette du rassemblement.

Lisez, écrivez, diffusez UNEF-*Inform*'.

Convention aide sociale

La commission Aide sociale a tenu sa convention le 6 novembre 1987 à Marseille. Tous les étudiants de France y étaient cordialement invités.

Ont participé aussi à cette journée, les responsables nationaux de la CGT des CROUS, de la FEN, le ministère de la Santé, des assistantes sociales, la MPU de Marseille, le personnel ouvrier du Crous d'Aix-Marseille.

Nous avons abordé plus particulièrement les problèmes des œuvres universitaires, avec les applications concrètes du décret Valade en cette rentrée. Le logement, la restauration, le salariat sont autant de préoccupations sur lesquelles les EG ont fait des propositions.

Profitons-en pour aller plus loin.

La sécu, avec le plan Séguin, est dangereusement attaquée, les moyens des médecines préventives universitaires sont en chute libre. Pourtant, chaque étudiant est en mesure d'exiger le droit à la santé au même titre que nous revendiquons le droit aux études pour tous.

Pour agir, pour notre action à long terme, il y a nécessité de faire le bilan de la situation sociale des étudiants, et de débattre.

Pour cela, la commission Aide sociale a conçu un questionnaire abordant les différentes questions se rattachant à l'Aide sociale.

Il s'utilise dans les amphes et les cités U. Pour débattre avec des milliers d'étudiants.

Laurence Collin
(Responsable commission Aide sociale)

BREVES

SECTEUR EPS, CA BOUGE A L'UNEF

Un quatre pages de rentrée spéciale UEREPS, une convention nationale secteur UEREPS tremplin pour les luttes, une rencontre UNEF SNEP (syndicat national des enseignants en Education physique) et des perspectives d'actions communes, autant d'éléments qui doivent permettre de lancer une large réflexion dans les AGE, dans les associations UEREPS, avec tous les étudiants en EPS, afin de développer des luttes dans ce secteur.

Alors, camarades syndiqués, à vos baskets pour renforcer l'association UNEF dans votre UEREPS, ou pour implanter l'UNEF dans l'UEREPS de votre fac !

Médecine : victoire au CNESER
Les élus de l'UNEF au CNESER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche) ont repoussé par 5 voix contre 4, le 20 octobre, les décrets d'application de loi Barzach-Valade. En tout état de cause, celle-ci ne pourra être appliquée qu'à partir de la rentrée 1988.

Xavier Aknine, étudiant en médecine, et président de l'UNEF, a notamment rappelé la lutte menée par les CHU, en grève de Pâques jusqu'à juin.

Les associations d'étudiants en médecine de l'UNEF entendent relancer le débat et l'action.

Non au racket

200 étudiants de la fac d'éco ont manifesté le 20 octobre au rectorat d'Aix-marseille. Ils réclamaient la suppression des 500 francs supplémentaires qu'exige l'université pour frais pédagogiques. Depuis la mi-octobre, l'UGEA-UNEF fait monter la sauce pour que les étudiants aixois gagnent.

BREVES

RENTREE 87 DANS LES UEREPS

Dans le cadre des attaques portées à nos conditions de vie et d'études à l'université, le ministère n'a pas épargné l'Éducation physique et sportive. Ainsi, seulement 355 postes sont ouverts au concours de recrutement des enseignants d'EPS alors que plus de 2 000 étudiants s'y présentent et que ce nombre ne couvre pas les futurs départs à la retraite des enseignants en augmentation depuis quelques années.

Ensuite, le ministère a décidé de supprimer le stage pédagogique de 4^e année pour des raisons de restriction budgétaire ; cette mesure consiste en une véritable attaque à la formation des enseignants d'EPS : le stage pédagogique permet en effet une mise en pratique des connaissances théoriques en pédagogie, il permet pour une part d'éviter tous les discours creux sans rapport avec la réalité concrète vécue dans les lycées et collèges en EPS. C'est donc un élément primordial dans le concours de recrutement des enseignants en EPS. Postes au CAPES, stages pédagogiques, voilà des axes de luttes importants pour les étudiants en EPS en cette rentrée universitaire. Une coordination nationale du 17 octobre des étudiants en UEREPS a donc décidé une manifestation pour le 30 octobre, à l'initiative de l'UNEF et du SNEP pour le rétablissement du stage pédagogique et pour les postes au CAPES.

L'UNEF a rencontré le SNEP le 29 septembre.

L'UNEF et le SNESup se sont rencontrés le 27 octobre.

Jean-Quentin Pointron (AGEP 94) association histoire.

Le problème de la formation offerte par l'université est un enjeu de poids ; le texte préparatoire n'abordant pas suffisamment, me semble-t-il ; cette question, je vais essayer d'apporter ma contribution.

La formation à l'Université est un problème qu'il est difficile de poser de façon trop générale, car chaque université, chaque UFR ou département est un cas particulier.

Cependant on peut discerner les politiques engagées par les gouvernements, universités ou administrations. De façon globale, on s'aperçoit que depuis plusieurs années, les formations d'IUT et scientifiques sont peu à peu privatisées, alors que les formations littéraires et de sciences humaines et sociales sont laissées à l'abandon. Ce phénomène de désengagement de l'État se ressent au niveau des conditions de travail mais également au niveau de l'orientation pédagogique. Bien entendu une réflexion puis des propositions d'actions seraient à approfondir mais cela ne peut se faire sans un certain nombre de données.

Pour cette raison, je propose qu'un inventaire de toutes les formations en France soit fait. Cet inventaire, me semble-t-il, doit être extrêmement précis, c'est-à-dire :

- les formations par universités,
- l'enseignement offert dans chacune de ces formations (quelles matières ou disciplines, pluridisciplinarité...),
- le système utilisé (UV, tronc commun, examens globaux...),
- les moyens financiers globaux et par étudiant, mis à la disposition de chaque formation,
- quelle loi est en vigueur (Faure, Savary, voire Devaquet) dans l'UFR ?
- le taux de réussite et d'échec.

Les réponses à ces questions nécessitent un certain nombre de moyens qu'il me semble utile de mettre en place :

- 1) La commission Formation de l'UNEF doit réellement fonctionner.
- 2) Un tel inventaire doit être fait par les associations d'UFR.

3) Enfin, je propose que l'UNEF organise des colloques par formations avec les associations UNEF, des syndiqués et non syndiqués et voire même des associations indépendantes.

Le congrès de Saint-Etienne peut être l'occasion de lancer la mise en place réelle de la commission Formation. En effet, il me semble que le manque d'analyse de nombreux copains est dû surtout au manque de discussion à l'intérieur de l'UNEF et avec l'ensemble des étudiants sur ce sujet.

J'insiste de plus sur la notion de formation, car c'est un enjeu politique et idéologique pour ceux qui nous gouvernent. Alors qu'à travers les médias on assiste à un matraquage idéologique (mise en vedette de Le Pen, justification des sanctions contre les grévistes, atteinte aux libertés contre les syndicalistes, les TV et radios qui nous présentent une sous-culture...), on doit être capable de répondre à cela pour sauvegarder l'université de ces matraquages.

Est-il vraiment nécessaire d'avoir de bonnes conditions d'études si l'enseignement que l'on nous offre est de mauvaise qualité et non pluraliste ?

Suchere Thierry, Association AGEN UNEF Sciences-éco Nanterre

La société est un mouvement perpétuel, et la crise marque la difficulté de la société à se transformer. Ses transformations ne sont pas seulement technologiques, elles sont aussi idéologiques avec une société à la recherche d'un nouveau système de valeurs. Tous les acteurs en sont partie prenante et l'enjeu est grand. C'est dans ce contexte qu'intervient la crise du syndicalisme que l'on peut comprendre comme l'impossibilité de trouver des réponses à un monde en mutation.

Une vision historique

Tous les événements qui ont marqué la politique universitaire procèdent d'une même logique. Ils sont la traduction d'une bataille idéologique vers l'individualisation.

au 72^e Congrès de l'U.N.E.F.

• La bataille pour l'école laïque, c'est l'école des pauvres, l'école des riches face à la pénurie budgétaire. Le retournement de la politique universitaire est le résultat d'un rapport de force établi par les parents des écoles privées. Ce qui implique qu'il ne peut y avoir de changement profond du système éducatif sans mobilisation de notre part.

• Les magistères comme la loi Devaquet vont plus loin dans cette logique. Il implique la concurrence entre étudiants mais aussi un éclatement des conventions collectives et du marché du travail vers l'individualisation.

La crise du syndicalisme

La remise en cause du nombre d'élus étudiants dans les conseils et l'organisation de la grève en AG indépendante sont la traduction de notre faiblesse à mobiliser et à apporter des réponses aux problèmes des étudiants. La faiblesse de la participation aux élections du CROUS montre que la grève étudiante n'a rien changé.

Il est paradoxal, mais significatif, que le texte préparatoire au 72^e Congrès ne définit pas des priorités pour l'université que nous voulons. Il se pose néanmoins le problème de notre forme de syndicalisme. Il est vrai que notre pratique du syndicalisme ne nous permet pas d'apporter de réponses aux problèmes de l'université ni de répondre à l'attente des étudiants.

Pour que la réflexion soit entière et permette de poser les jalons de l'université que nous voulons, une démocratie totale doit être le maître-mot au sein de l'UNEF. N'ayons pas peur de la différence et sachons admettre un droit de tendance basé non sur l'appartenance à un parti politique mais sur une communauté d'idées. Alors seulement nous répondrons aux exigences de l'ensemble des étudiants qui l'ont amplement démontré par l'organisation du mouvement de décembre.

De même, il nous faut comprendre que les rapports de force sont tels qu'ils exigent un syndicalisme de masse. Ne refusons pas les convergences qu'il peut y avoir avec d'autres forces syndicales (UD-PSA) qui favoriseront en leur temps la création du grand syndicat que nous sommes en droit d'attendre.

Thierry Liotard Association Lettres AGE Grenoble

« Brûle ce que tu as adoré, adore ce que tu as brûlé ». Voilà un précepte que beaucoup trop de camarades de l'UNEF pratiquent à l'égard de la période qui va de 1980 à 1985, c'est-à-dire du congrès qui lança l'orientation de la Solidarité étudiante, à la conférence des bureaux d'AGE d'Antony, en février 1985, qui changea bel et bien l'orientation entre deux congrès.

Une période méconnue de notre activité

Que faisait-on à l'UNEF entre ces deux dates ? « On ne luttait pas », « on ne faisait que des services », « les militants étaient démobilisés ». Vision pour le moins réductrice de cette période ; certes les services coopératifs étaient plus importants qu'ils ne le sont aujourd'hui, mais enfin ils n'étaient pas là par hasard ; une longue tradition nous avait mis à la tête d'un patrimoine que les gauchistes s'étaient avérés incapables de gérer après la scission. Notre volonté de « construire une université nouvelle » nous avait amené à développer ce moyen (parmi d'autres) de peser concrètement sur nos conditions d'études. Quant aux luttes, si le mot n'était pas aussi omniprésent qu'aujourd'hui, elles n'étaient pas exclues ni de notre discours, ni de notre pratique.

Les dérapages du BN de l'époque

Ce qui est vrai, c'est qu'au tournant de l'été 1984, les choses changent : de compromissions en compromissions, l'équipe dirigeante de l'époque ne sait plus à quel saint se vouer. Après avoir accepté le principe d'une suspension du calendrier des élections universitaires et au CROUS pour laisser s'installer une réforme contestée et contestable, après avoir fermé les yeux sur les augmentations des droits d'inscriptions et du ticket de RU, il ne restait plus qu'à se plonger dans une démarche associative fade et sans cohérence. C'est l'époque des adhésions sur la base d'un catalogue d'activités culturelles, l'époque d'une implantation inconsidérée de coopératives et de cafétérias.

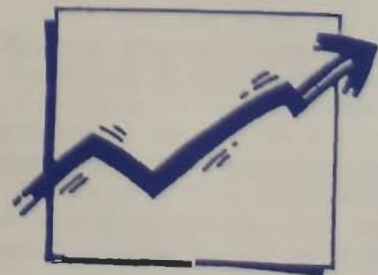
Nicaragua janvier 88

La brigade organisée par l'UNEF pour la cueillette du café offre encore des places, renseignements et inscription au bureau national.

Une délégation de l'UNEF conduite par Pierre Villard, secrétaire général (Marc Rosseti-Fabienne Soulas) et une délégation du SNES conduite par Jean-Louis Auduc, secrétaire général adjoint (Yves Bonnet, Alain Rose, Michèle Olivan, Thierry Gevaudant, Marianne Auxenfans) se sont rencontrés mardi 20 octobre. Les deux syndicats s'accordent sur la volonté du gouvernement de faire revenir le projet Devaquet saute valade au galop, en misant notamment sur des mesures financières traduisant le désengagement croissant de l'État en matière de financement de l'enseignement public.

L'UNEF et le SNES ont décidé de développer leur travail de coopération mutuelle.

Des groupes de travail commun sur le pionnicat, la formation des maîtres, l'articulation secondaire supérieur ont été mis en place. Le SNES sera présent au 72^e Congrès.



Contributions

au 72^e Congrès de l'U.N.E.F.

Le règlement de comptes

Quand Chevènement lance alors ses premières déclarations, ceux qui avaient plongé l'UNEF dans la passivité se rendent compte de leur erreur et se cherchent des boucs-émissaires : ce fut la CAEL, simple instrument placé au banc des accusés, les présidents d'AGE, suspectés d'avoir entretenu des illusions dans l'organisation sur la réforme et d'avoir démobilisé leurs troupes...

Résister à la remise au pas généralisée amène de sérieux ennuis et des crises graves ont alors lieu dans de nombreuses villes, dont Nancy et Grenoble. On tente d'écarter des militants suspects de « tiédeur » au prix de querelles interminables où tous les moyens sont bons, du procès en tribunal au harcèlement psychologique. C'est bien cette période, et non la précédente, qui va nous amener de 32,24 à 18,7% des suffrages aux élections aux CROUS, entre 1982 et 1987.

Une analyse lucide des erreurs commises par certains, sans consultation réelle de la base, nous aurait fait progresser ; le règlement de compte qui le rendit impossible nous a lancé sur la voie de l'aveuglement.

D'une orientation originale et riche, nous sommes passés à une caricature d'orientation, où les mots « luttes », « syndicats », « adhésion » sont répétés jusqu'à la litanie en ayant perdu tout leur sens. J'en veux pour preuve le fait que dans une lutte qui représente un modèle du genre, celle de novembre-décembre, notre syndicat, malgré ses belles théories, n'a eu finalement qu'un strapontin, et que les adhésions réalisées pendant ce mouvement sont bien en-dessous de ce que l'on aurait pu espérer.

Le 72^e Congrès : une occasion de repartir sur de meilleures bases

Aussi quand j'entends dire au Collectif national que « le 72^e Congrès n'a pas à remettre en cause les acquis du 71^e Congrès » je me demande de quels acquis on peut parler quand notre poids électoral est en chute libre, quand notre capacité à mobiliser nationalement est proche du zéro absolu, et que la démocratie interne va si mal que le collectif national ne rassemble plus que la moitié des effectifs qu'il pouvait aligner il y a deux ans.

Je crois au contraire que le 72^e Congrès doit être à l'initiative d'un Renouveau de notre orientation, de nos discours, de nos pratiques. Sans personnaliser le débat, sans culpabiliser des militants qui effectuent leur travail courageux et parfois ingrat dans leurs facs, mettons nos réflexions en commun, remettons en cause nos certitudes, et si elles sont justes, elles n'en sortiront que renforcées. Créons collectivement l'orientation originale qui nous permettra de mieux appréhender les réalités contradictoires qui nous entourent, et exprimera la cohérence de notre action.

Un débat sans a priori

Et si dans cet ensemble quelques voix dissonnantes semblent se faire entendre, sachons écouter sans condamner et concilier des avis différents plutôt que de recourir à une forme quelconque d'exclusion. C'est ainsi et seulement ainsi qu'il nous sera possible de mobiliser l'ensemble de nos forces pour les batailles à venir.



Contribution d'Eric Marazanoff, Paris I, Tolbiac

Cette année va se tenir à Saint-Etienne, le 72^e Congrès de l'UNEF. Celui-ci sera très certainement une nouvelle occasion d'approfondir notre réflexion sur l'université, ses problèmes et sa place dans la société. Ceci est un travail primordial car seule une analyse de fond sur l'enseignement supérieur pourra nous permettre d'élaborer des réponses à la crise que vit l'université. En effet, si nous opposons des solutions viables et concrètes aux problèmes de l'université, nos luttes n'en auront que plus d'impact. Nos solutions devant, grâce à nos luttes, être comme des armes imprenables et non de simples projets restant sans suite.

Je vais donc essayer ici d'apporter ma pierre à cet édifice : je commencerai par analyser un point important de la situation universitaire actuelle : la concurrence. Puis, je lui opposerai des propositions concrètes et possibles à mettre en place : de nouvelles coopérations.

Si la concurrence inter-facs et surtout perceptible au moment des divers palmarès (voir *Le Monde* et le magazine *L'Étudiant*), celle-ci a en fait des conséquences néfastes sur la vie quotidienne des étudiants.

Tout d'abord, elle est l'une des causes de la sélection à l'entrée et dans l'université. En effet, aujourd'hui, ce qui fait qu'une université est classée comme bonne ou mauvaise, c'est la moyenne des salaires à la sortie de celle-ci et la facilité des diplômés à trouver rapidement un emploi. Pour arriver à cela on va donc plier le cursus et le contenu des études selon les vœux du patronat. On va donc commencer par privilégier certaines filières au détriment d'autres (voir *Magistères*), et l'on va sélectionner les étudiants afin de n'avoir qu'une élite formée selon les désirs de la grande bourgeoisie et entièrement soumise à elle.

La concurrence entre les universités est donc intimement liée à la sélection et, s'oppose à l'une, force à s'opposer à l'autre.

Mais plus grave encore, celle-ci entraîne une baisse du niveau de l'enseignement et de la recherche. Tout d'abord, en supprimant certaines filières, et donc en supprimant le principe de pluridisciplinarité du 1^{er} cycle de l'enseignement supérieur ; celui-ci étant l'une des conditions même de l'existence du système universitaire en tant que tel : de plus, loin de créer une « émulation » entre les facs, la concurrence ne fait qu'éliminer un grand nombre d'étudiants et donc fait peser sur l'avenir du pays une grave hypothèque. En effet, ce n'est pas en réduisant le nombre de diplômés que l'on permettra à notre pays d'affronter la véritable révolution technologique et informationnelle que nous vivons. La concurrence aboutit à mettre en cause l'avenir de notre pays en réduisant son nombre potentiel de chercheurs au profit des intérêts égoïstes de quelques-uns (voir les demandes du CNPF).

Il convient bien entendu de ne pas considérer la concurrence inter-fac isolément, mais de la replacer dans la tentative à plus grande échelle de mise en place de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui la société à deux vitesses. Société voulue par l'idéologie dominante car dans sa logique, mais société aussi imposée par la crise du système dans lequel nous vivons.

Contributions au 72^e Congrès de l'U.N.E.F.

C'est pourquoi nous devons mettre de notre côté tous les atouts possibles pour lutter contre cette tentative à l'université, et notre force de proposition est l'un de ceux-là. Oui, face à la concurrence anarchique nous pouvons opposer des solutions qui ont un dénominateur commun : la coopération. Coopérations à la fois entre les facs, mais aussi au sein même de celle-ci et au niveau international.

Nous commencerons par voir celles qui sont possibles dans une même fac, entre différents UFR. Tout d'abord, il conviendrait que les différentes coopérations entre chercheurs d'une même université ne restent pas cantonnées à ce niveau et que tous les étudiants puissent en profiter pleinement, parfois il arrive que même au sein d'un UFR, les données que fournissent certains enseignants soient en retard sur celles d'un autre. Une autre proposition consisterait à demander qu'un certain nombre de TD soient communs à plusieurs UFR, afin que les étudiants bénéficient de formations pluridisciplinaires leur donnant une vue plus large de la société. Par exemple, pourquoi ne pas faire des TD communs d'économie entre les UFR d'AES et d'Economie ou des TD communs de droit civil entre les UFR de droit et de gestion ; bien sûr cela forcerait les enseignants à se concerter et à harmoniser certains de leurs cours ; mais il ne semble pas que cela serait profitable à tous.

Mais ces coopérations seules, resteraient limitées sans des coopérations au niveau national. Là, il conviendrait d'intensifier les coopérations entre chercheurs et que tous les étudiants de France puissent profiter des travaux réalisés dans toutes les facs (en créant par exemple des banques de données d'accès libre). Augmenter la diffusion et la

rapidité de diffusion des différents résultats des recherches devraient être l'axe de développement de nouvelles coopérations.

Les coopérations au niveau international devraient être elles aussi intensifiées (en particulier avec les pays en voie de développement et les pays socialistes), ceci afin de promouvoir le développement mondial et la progression de l'amitié entre les peuples.

Aujourd'hui, il faut s'opposer à des coopérations réservées à une petite élite au niveau européen (CEE), voir le projet ERASMUS, et y opposer des coopérations mutuellement avantageuses avec tous les pays du monde sans *a priori* aucun. Pour commencer, pourquoi ne pas demander le jumelage de chaque fac française avec une fac du tiers-monde, ceci permettrait de faciliter les échanges et les contacts.

L'UNEF, aujourd'hui, ne peut plus se contenter de demander des moyens pour l'Université, elle doit devenir une force de propositions qui compte parce qu'elle oppose à la logique de sélection, une nouvelle université basée sur la volonté de faire réussir le plus grand nombre d'étudiants. Si pour cela demander plus de moyens est primordial, ce n'est pas suffisant. S'attaquer au contenu des études, à leur destination doit être pour nous une préoccupation permanente dans chaque AG et pas seulement une pieuse volonté restant lettre morte.



Contribution au 72^e Congrès
Zeghni Sylvain
Association de sciences-éco
Nanterre

Developper un véritable dialogue entre l'Etat et les universités.

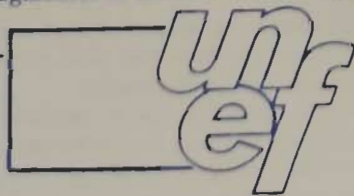
L'autonomie accordée par la loi du 12/11/68, et confirmée depuis aux universités, supposait une responsabilité des établissements ainsi qu'une redéfinition du dialogue entre l'administration et les universités. Cependant, il ne semble pas que la majorité des établissements ait profité de leur autonomie pour pratiquer des politiques de développement basées sur d'autres critères que le nombre d'étudiants. Il est vrai toutefois que le secrétariat d'Etat n'est point parvenu à définir et à appliquer les objectifs d'une politique d'ensemble.

Il appartient dès lors à l'Etat de :

- définir des objectifs politiques et techniques assortis de projections d'effectifs permettant une rationalisation des choix budgétaires tant au niveau central qu'au niveau des universités ;
- soutenir l'effort des universités, de les aider à mettre en œuvre les modalités d'emploi et de redéploiement de leurs moyens dans une perspective d'optimisation et ainsi de compléter leur dotation en fonction des objectifs fixés ;

- effectuer deux types de contrôles *a posteriori* : d'une part un contrôle administratif et financier, d'autre part un contrôle pédagogique.

De telles mesures permettraient, il me semble de limiter l'intervention des entreprises dans la politique des universités tout en permettant une ouverture de celles-ci sur leur environnement extérieur. Il ne s'agit donc pas de remettre en cause l'autonomie des universités ni même de la limiter mais de faire mieux comprendre son application.



**est maintenant
SUR**

MINITEL

36-15 TAPEZ « UNEF »

Zéro

Armes nucléaires en l'an 2000

ZERO ARMES NUCLEAIRES EN L'AN 2000

C'est l'objectif du mouvement Zéro et de ses animateurs, dont Arielle Denis, musicienne et journaliste.

Unef-Inform a voulu rencontrer ce mouvement dans les buts duquel nous nous retrouvons, et dans lequel beaucoup d'entre nous peuvent se rassembler pour faire de l'université le lieu naturel du pacifisme, contre les armes nucléaires et l'effroyable gaspillage de la loi de programmation militaire.

Unef-Inform : Qu'est ce que le mouvement Zéro ?

Arielle Denis : C'est le mouvement des jeunes qui se battent pour la paix et le désarmement, mouvement totalement indépendant, fait par les jeunes, pour les jeunes.

Le mouvement est né le 9 juin 1987, quinze jeunes de toutes professions ou activités : lycéens, objecteurs, fonctionnaires, travailleurs, artistes, chômeurs... se sont réunis pour lancer un appel à la jeunesse. En effet, la France venait de procéder au cinquième essai nucléaire de l'année et de voter 474 milliards supplémentaires au budget militaire.

Unef-Inform : Pourquoi une organisation pour faire la paix ?

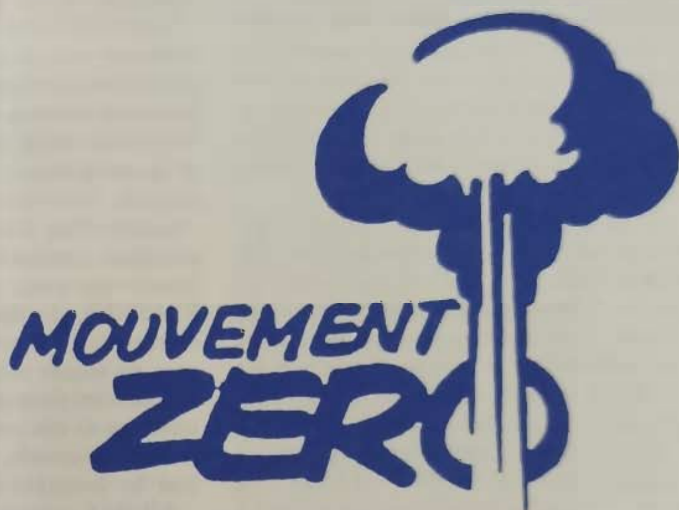
Arielle Denis : Chacun peut se battre pour la paix, mais isolé c'est plus dur ! Aujourd'hui, il s'agit de se faire entendre, la paix est à gagner, à construire, la paix est un combat.

Si la question est pourquoi une organisation de jeunes, alors qu'il existe des organisations pacifistes dont les objectifs recouvrent les nôtres, c'est très simple : la guerre atomique, chimique, bactériologique n'a pas la même gueule que les guerres qui ont ravagés la planète. Notre génération est née avec la bombe atomique, cela change tout. Nous sommes la première génération contemporaine de cette effroyable réalité : les hommes ont aujourd'hui les moyens d'anéantir la planète entière. C'est pourquoi nous, les jeunes d'un pays qui possède la troisième puissance nucléaire du monde doivent exprimer notre volonté d'être aussi la génération du désarmement.

Unef-Inform : Comment agir, que peuvent faire les jeunes et les étudiants ?

Arielle Denis : Notre appel comporte trois objectifs :

- Zéro armes nucléaires d'ici l'an 2000.
- L'arrêt des essais nucléaires français et dans le monde.
- Des moyens pour la vie pas pour la mort.



Nous proposons à tous les jeunes où qu'ils soient, quartiers, facs, lycées, de s'organiser en comité locaux que nous appelons « Rézos Zéros » afin de susciter par tous les moyens (expos, débats, concerts, pétitions, manifestations, etc.) le débat sur le désarmement.

Nous lançons une campagne de 100 concerts pour le désarmement. Déjà en région parisienne, le 24, premier jour de la semaine en faveur du désarmement décrétée par l'ONU, nous avons appelé les jeunes à se rassembler au métro Solférino pour :

- manifester notre joie de voir les deux grands signer un accord de démantèlement des euromissiles ;
- exprimer notre désapprobation totale face à la politique belliciste de surarmement engagée par la France, car il faut le rappeler, le budget militaire proposé augmente de 6,8%.

Unef-Inform : Le mouvement Zéro rassemble les jeunes qui veulent se battre pour la paix, sur quelles bases les étudiants peuvent-ils mener une bataille en lien avec l'université ?

Arielle Denis : Etudiants, vous avez plus d'une bonne raison d'agir avec nous :

- L'argent qui part dans la construction des missiles ou la recherche en vue de produire des nouvelles armes est directement un manque à gagner pour les universités.
- Ensuite, nombreux sont ceux qui se destinaient à la recherche scientifique n'ont aucune envie de se voir frapper du secret défense et obligés de travailler, comme c'est de plus en plus le cas, pour l'armement. Nous tenons à votre disposition des expos, des films, des intervenants et des artistes ainsi que des tracts, affiches, badges... alors pour bannir définitivement la menace de l'apocalypse nucléaire, écrivez-nous :